

Questions orales

Nous avons reçu une communication vers 19 heures ou 19 h 30 lundi. Apparemment, la Grande-Bretagne a reçu le même genre de message, car c'est là-bas que nous avons appris que les États-Unis et les autres membres de la force d'invasion étudiaient diverses solutions pour venir en aide aux citoyens américains habitant l'île.

● (1420)

J'ajouterai que lorsque j'ai appris la nouvelle lundi soir, quand le ministre m'a téléphoné, je lui ai dit immédiatement qu'il fallait demander aux Américains d'envisager tous les autres moyens possibles avant de songer à envahir la Grenade. Mon message n'a pas été transmis, car l'invasion avait déjà eu lieu avant qu'il ne soit prêt à être envoyé le lendemain matin.

Par conséquent, madame le Président, je sais qu'en principe nous devons être consultés. Le premier ministre Seaga, de la Jamaïque, m'a téléphoné pour s'excuser de ce que la personne qui était censée avertir le Canada ne l'avait pas fait. Cette personne n'était pas le président des États-Unis. C'était un des autres chefs politiques de ce secteur. Il s'est produit peut-être la même chose dans le cas de la Grande-Bretagne. J'ai lu dans les dépêches que l'opposition britannique s'en prend au premier ministre Thatcher, précisément parce qu'elle n'a pas été avertie elle non plus. Était-ce pour des raisons de sécurité? J'ignore quelles raisons ont été données à Margaret Thatcher.

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE METTRE LA RÉPONSE EN QUESTION

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Madame le Président, selon moi, il est clair d'après la réponse du premier ministre qu'il voit également de très sérieuses conséquences dans cette déclaration, car en tant que membre de l'OTAN et de NORAD, nos relations avec les États-Unis doivent être basées sur la confiance mutuelle en tout temps. Cela nous force parfois à donner le bénéfice du doute à notre plus grand ami, voisin et allié, les États-Unis.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Il s'agit là d'une réponse très alarmante étant donné la confiance qui doit régner chez nos alliés. Le premier ministre peut-il nous dire si le gouvernement entend oui ou non mettre en question la déclaration du sous-secrétaire et peut-il nous dire de quelle façon il entend s'y prendre?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je n'entends pas mettre en question cette déclaration pas plus que je ne suis d'accord avec le chef de l'opposition qui a déclaré, mardi, ici même, que le président Reagan avait

donné toutes les explications dont il avait besoin dans sa déclaration de mardi. Selon moi, bien des points restent à éclaircir, madame le Président, et nous essayons d'obtenir les réponses à ces questions. La question soulevée par le chef de l'opposition est l'une des choses qui nous laisse perplexe. Cependant, je vous dirai, madame le Président, que les choses sont loin d'être claires.

Je signalerai à nouveau que le premier ministre Seaga m'a téléphoné après coup pour s'excuser du fait que la personne qui était censée communiquer avec moi ne l'avait pas fait. Je sais également, je le répète, que si l'on en juge par le débat qui a eu lieu en Grande-Bretagne, M^{me} Thatcher n'avait pas été informée non plus de l'invasion. Tout semble indiquer que la plupart des alliés ne l'avaient pas été. Seuls les pays participant à l'action étaient au courant.

On peut certes s'imaginer, madame le Président, que les États-Unis et les autres pays en cause n'aient pas voulu nous mettre au courant. Il est aussi possible, comme je l'ai signalé, qu'ils aient voulu le faire, mais que les personnes censées se mettre en rapport avec nous ne l'aient pas fait. Je répète que ce ne sont pas les États-Unis qui devaient nous mettre au courant de l'invasion, mais un autre chef d'État des Antilles, et le message ne nous est pas parvenu.

LES RENSEIGNEMENTS FOURNIS AU GOUVERNEMENT
BRITANNIQUE

L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel): Madame le Président, ma question s'adresse aussi au premier ministre qui a donné à entendre à la Chambre que les Britanniques n'avaient peut-être pas été plus informés que lui. Sait-il que sir Geoffrey Howe a fait aux Communes la déclaration suivante:

La Grande-Bretagne avait appris vendredi dernier qu'il se pouvait que l'Organization of Eastern Caribbean States demande de l'aide militaire pour envahir la Grenade.

Le lendemain, ces États ont décidé de constituer une force multinationale et les États-Unis ont informé la Grande-Bretagne qu'une demande d'aide avait été reçue à Washington.

Sir Geoffrey a déclaré que samedi soir, Washington avait assuré la Grande-Bretagne que les États-Unis agiraient avec beaucoup de prudence.

Le premier ministre voudrait-il dire si ce genre d'information a été transmis également au gouvernement canadien?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, tout dépend de la signification que le député attache à l'expression «agir avec prudence». Toute la question est là. Se montrer prudent en quoi? Je dis que le Canada n'a jamais su avec certitude qu'une action prudente comprendrait le débarquement de troupes américaines et autres sur les rivages d'un pays souverain. Toutes sortes d'hypothèses ont été avancées.